



Institute of Corporate Directors
Institut des administrateurs de sociétés

SOUS LA LENTILLE

SONDAGE AUTOMNE 2019

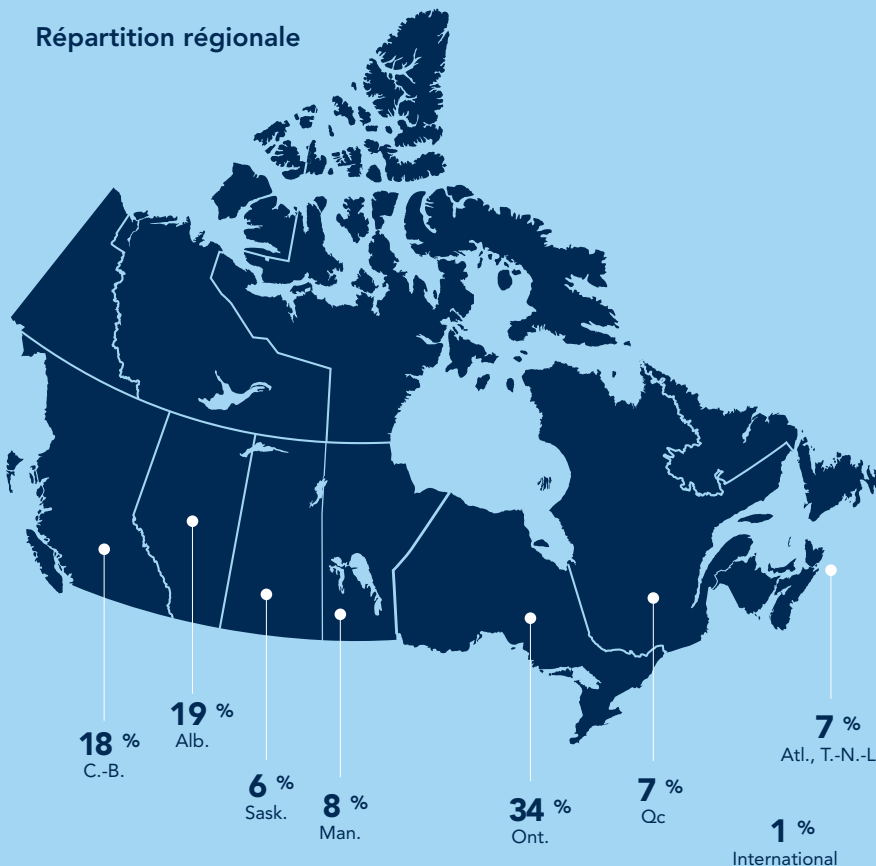


LES ADMINISTRATEURS SONT LES LEADERS QUI APPROUVENT ET ENCADRENT LA STRATÉGIE D'ENTREPRISE ET QUI EXERCENT UNE SURVEILLANCE DE LA GESTION DU RISQUE ORGANISATIONNEL. ILS SONT RESPONSABLES DE L'INTENDANCE À LONG TERME DES ORGANISATIONS CANADIENNES.

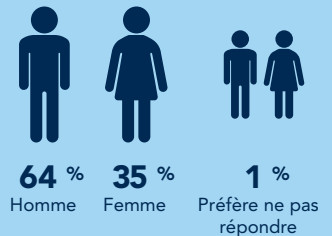
Le sondage Sous la lentille traite des principaux enjeux politiques, sociaux et économiques ayant une incidence sur nos organisations et notre pays. Ces sondages informent les décideurs gouvernementaux et aident à orienter les discussions sur les politiques dans les médias et ailleurs en fournissant le point de vue des administrateurs sur les questions pressantes qui touchent les employeurs, les travailleurs, les investisseurs et les gestionnaires canadiens.

Ce sondage a été mené par Environics Research auprès de 966 membres de l'IAS entre le 10 septembre 2019 et le 4 octobre 2019 pour un taux de réponse global de 7,0 %. Un échantillon de cette taille produit des résultats pouvant être considérés comme précis jusqu'à $\pm 3,1$ points de pourcentage, 19 fois sur 20.

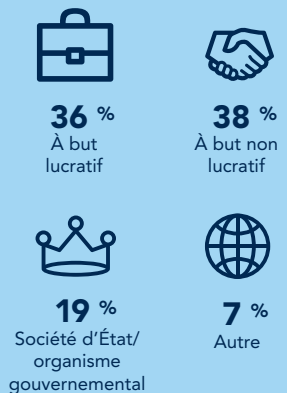
Répartition régionale



Genre



Conseil principal

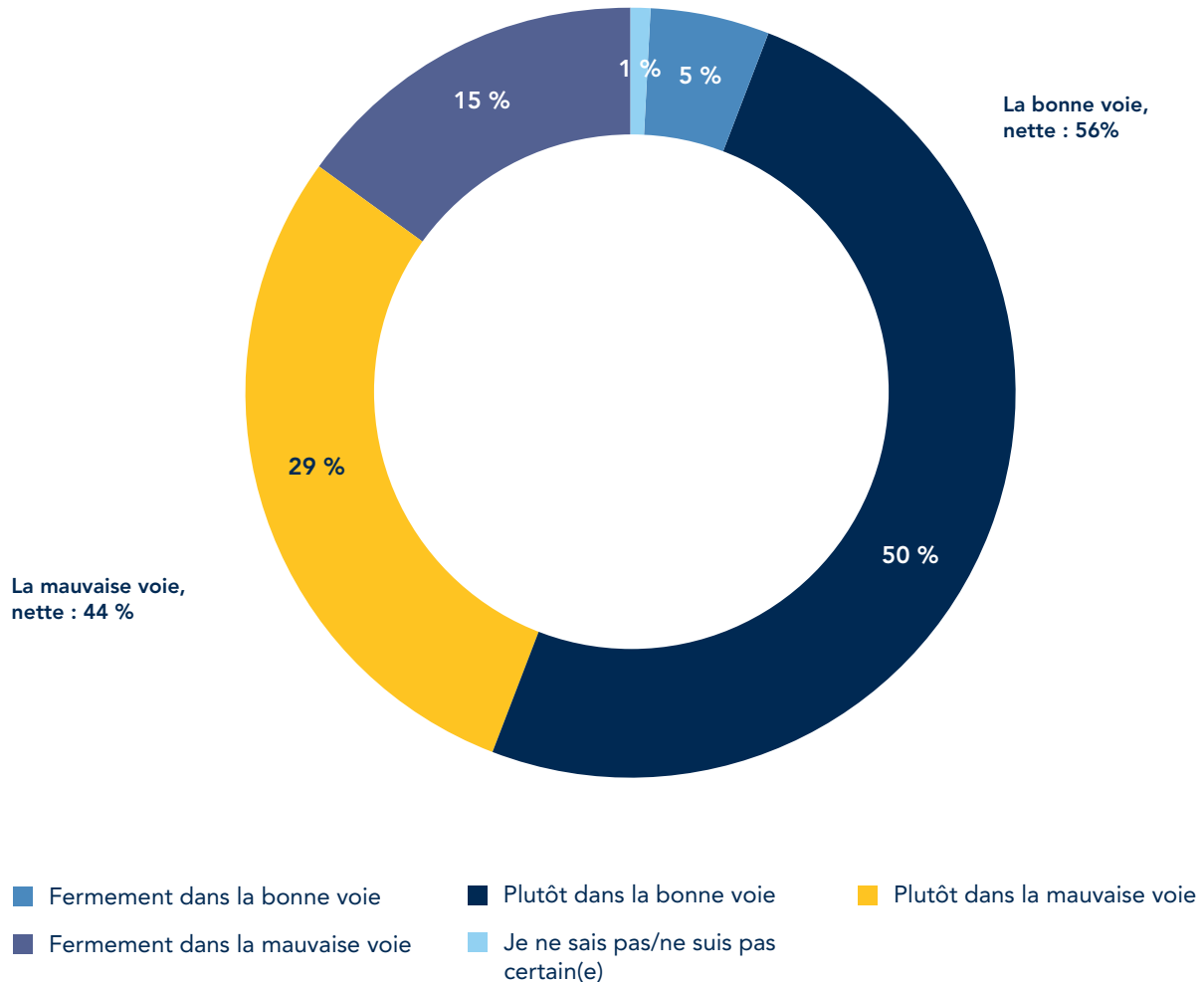


Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre à 100 %.

DANS QUELLE VOIE LE CANADA SE DIRIGE-T-IL?

Une majorité d'administrateurs estiment que le Canada va dans la bonne voie, 56 % d'entre eux croyant que le Canada était fermement ou plutôt dans la bonne voie. Il s'agit d'une amélioration par rapport au sondage Sous la lentille du printemps 2019 où moins de la moitié (49 %) des administrateurs interrogés jugeaient que le Canada allait dans la bonne voie. Ceux qui estimaient que le Canada était quelque peu ou fortement dans la mauvaise voie ont diminué, passant de 50 % au printemps à 44 % à l'automne 2019.

Q: Dans l'ensemble, diriez-vous qu'à l'heure actuelle le Canada se dirige...

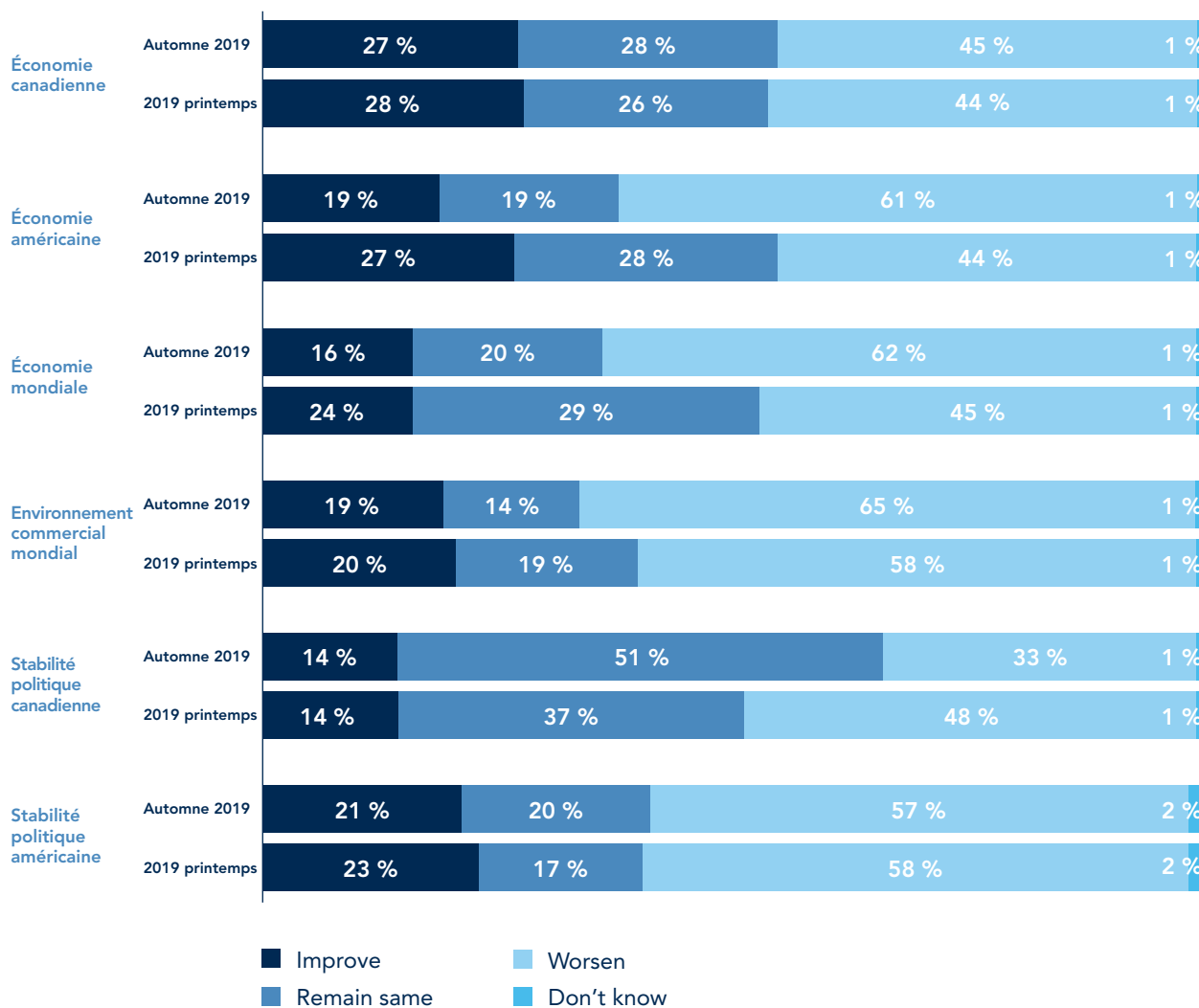


*Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Les administrateurs canadiens demeurent pessimistes au sujet de l'économie canadienne, seulement 27 % des personnes interrogées déclarant qu'elles croyaient que l'économie canadienne s'améliorerait au cours des deux à cinq prochaines années. Les administrateurs sont encore moins optimistes à l'égard des économies américaine et mondiale : seulement 19 % ont dit croire que l'économie américaine s'améliorerait au cours des deux à cinq prochaines années et seulement 16 % croient que l'économie mondiale pourrait s'améliorer



Veillez indiquer si vous avez l'impression que chacun des aspects suivants s'améliorera, demeurera le même ou se détériorera au cours des deux à cinq prochaines années :



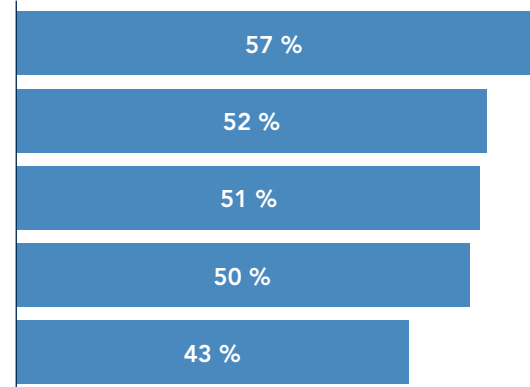
Fait intéressant, étant donné que le sondage a été mené au beau milieu de l'élection fédérale canadienne, les administrateurs se sont montrés moins pessimistes quant à la stabilité politique du Canada qu'ils ne l'avaient été dans les sondages Sous la lentille précédents. Quatorze pour cent d'entre eux croient qu'elle s'améliorera grandement ou quelque peu (un chiffre qui demeure inchangé par rapport à il y a six mois), 51 % croient qu'elle demeurera la même (en hausse par rapport à 37 % il y a six mois) et 33 % croient qu'elle se détériorera (en baisse par rapport à 48 %). Également surprenant, étant donné les troubles politiques en cours à Washington, seulement 57 % des personnes interrogées pensent que la stabilité politique des États-Unis se détériorera dans les deux à cinq prochaines années et 21 % pensent qu'elle pourrait s'améliorer

LES DÉFIS ET LES RISQUES LES PLUS IMPORTANTS POUR LE CANADA

Nous avons demandé aux administrateurs de nous indiquer les défis les plus importants auxquels le Canada fera face.

Q: Au-delà du taux d'imposition des sociétés et du contexte politique en évolution, parmi les défis suivants, quels sont ceux que le Canada doit s'empresse de relever au cours des 10 à 15 prochaines années?

Questions liées à l'effectif et au capital humain
Économie tributaire des ressources naturelles
Vieillesse de la population
Viabilité financière des programmes sociaux du Canada
Pressions sur le système commercial international

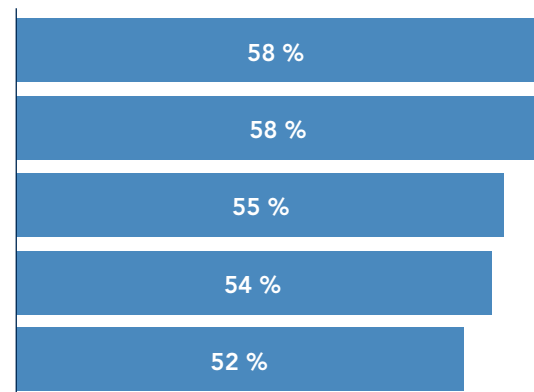


L'un des répondants au sondage a noté que « dans l'avenir, le plus grand défi à relever en ce qui a trait au travail est de savoir comment faire face à l'automatisation croissante des métiers traditionnels. Cela risque d'en déplacer plus d'un. » Nous avons également demandé aux administrateurs de nous indiquer les défis les plus pressants pour leur organisation. Tout comme ils ont indiqué que les questions liées à la main-d'œuvre et au capital humain constituaient le défi le plus pressant pour le pays, les administrateurs (64 %) considèrent que ces questions représentent également le défi le plus important pour leur organisation.

Nous avons ensuite demandé aux administrateurs de nous indiquer les risques les plus importants pour le Canada dans l'avenir. La durabilité et les changements climatiques, l'instabilité politique aux États-Unis et la dépendance à l'égard des marchés américains figurent parmi les principaux risques cernés par les administrateurs, suivis de la cybersécurité et des relations du Canada avec la Chine.

Q: Parmi les risques suivants, quels sont ceux que le Canada doit s'empresse d'aborder au cours des 10 à 15 prochaines années?

Durabilité/ changements climatiques
Instabilité politique américaine
Dépendance aux marchés américains
Cybersécurité
Relation entre le Canada et la Chine



On a également demandé aux administrateurs de nous indiquer les risques les plus pressants auxquels leurs organisations font face (par opposition aux risques pour le Canada). 62 % des personnes interrogées ont indiqué que la cybersécurité était leur principale préoccupation. Il est intéressant de noter que cette question a été soulevée à la fois par les administrateurs d'organismes à but non lucratif (63 %) et les administrateurs d'organismes à but lucratif (59 %). Un répondant au sondage a noté que « la cybersécurité est un risque énorme et sous-estimé jusqu'à ce qu'elle ait un impact sur les organisations. Avec l'essor de la numérisation, ce risque va prendre de l'importance et gagner en visibilité. »

LES AVANTAGES CONCURRENTIELS DU CANADA

Pour la première fois dans nos sondages Sous la lentille, nous avons interrogé les administrateurs sur les avantages concurrentiels du Canada et nous leur avons demandé si ceux-ci étaient ou non bien définis et exploités pour assurer un avenir économique durable. Seulement 2 % des personnes qui ont répondu au sondage croient que le Canada définit et utilise bien ses avantages concurrentiels. Le tiers des répondants (32 %) croient que le Canada possède de nouveaux avantages concurrentiels et qu'il doit investir davantage dans ceux-ci, tandis que la majorité des répondants (61 %) croient que le Canada n'exploite pas adéquatement ses avantages concurrentiels. Un administrateur fait remarquer que « le Canada ne cherche pas de futurs moteurs économiques... Le Canada doit commencer à mettre à profit sa technologie, son innovation et son intelligence artificielle pour se positionner pour les décennies à venir. »

Q: Dans 50 ans, il est peu probable que l'économie canadienne ressemble à ce qu'elle est aujourd'hui. Croyez-vous que le Canada a bien défini ses avantages concurrentiels et qu'il les exploite adéquatement pour bâtir un avenir économique durable?

Oui — Le Canada a bien défini ses avantages concurrentiels et les exploite adéquatement

2 %

Le Canada possède des avantages concurrentiels émergents, mais il doit accroître les investissements dans ceux-ci

32 %

Le Canada possède des avantages concurrentiels, mais ne les exploite pas adéquatement

61 %

Autre

1 %

Je ne sais pas/ne suis pas certain(e)

4 %

Nous avons également demandé aux administrateurs si le Canada possède ou non les compétences technologiques ou autres nécessaires pour créer des entreprises de la nouvelle économie. 84 % des administrateurs sont d'accord pour dire que le Canada possède les compétences technologiques et autres nécessaires pour soutenir la concurrence dans la nouvelle économie, en hausse par rapport aux 73 % du sondage du printemps 2019. Les administrateurs ont exprimé un optimisme débordant envers la main-d'œuvre canadienne, 91 % des répondants étant d'accord ou plutôt d'accord pour dire que le Canada possède le bon ensemble de connaissances et de talents pour soutenir la concurrence mondiale au cours des 10 à 15 prochaines années.

Q: Dans quelle mesure êtes-vous d'accord pour dire que la main-d'œuvre canadienne possède les compétences technologiques et autres pour développer des entreprises de la nouvelle économie et créer de nouvelles occasions économiques? Diriez-vous que vous êtes...?

■ Automne 2019

■ Printemps 2019

Tout à fait d'accord

23 %

15 %

Plutôt d'accord

61 %

59 %

Plutôt en désaccord

13 %

23 %

Tout à fait en désaccord

2 %

3 %

Je ne sais pas/ne suis pas certain(e)

1 %

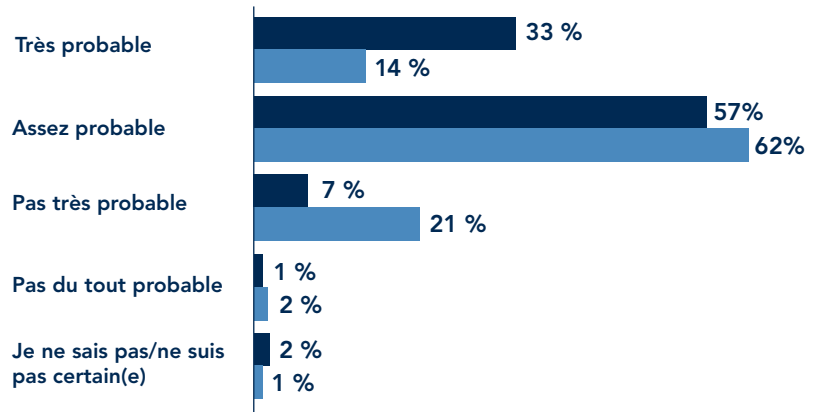
1 %

En accord, nette :
84 % (automne)
73 % (printemps)

En désaccord, nette :
15 % (automne)
25 % (printemps)

Q: Dans quelle mesure est-il probable que votre organisation dispose de l'ensemble de connaissances et de talents nécessaires à son fonctionnement au cours des 10 à 15 prochaines années?

- Automne 2019
- Printemps 2019



Ceci indique une forte confiance dans les compétences technologiques, les connaissances et le talent de la main-d'œuvre canadienne, mais contraste fortement avec l'opinion de la majorité des personnes interrogées voulant que le Canada n'exploite pas adéquatement ses avantages concurrentiels.

« le Canada ne cherche pas de futurs moteurs économiques... Le Canada doit commencer à mettre à profit sa technologie, son innovation et son intelligence artificielle pour se positionner pour les décennies à venir. »



LES CONSEILS SE PRÉPARENT POUR L'AVENIR DU TRAVAIL

L'essor des nouvelles technologies, les nouveaux aménagements du travail et l'évolution démographique auront tous des répercussions sur la façon dont les gens travailleront dans l'avenir. On a demandé aux administrateurs s'ils avaient discuté de ces questions dans la salle du conseil.

Q: La nature du travail change en raison de la technologie, de la démographie, etc., ce qui modifie la compréhension de la valeur économique. Votre conseil d'administration a-t-il discuté des questions relatives à « l'avenir du travail »?

Le conseil d'administration a discuté de ces questions dans le contexte de notre plan stratégique

49 %

Nous avons discuté de ces questions, mais pas dans le contexte de notre plan stratégique

21 %

Non, nous n'avons pas discuté de ces questions

26 %

Je ne sais pas/ne suis pas certain(e)

4 %

Près de la moitié (49 %) des personnes interrogées ont indiqué qu'elles tenaient compte de l'évolution de la dynamique de la main-d'œuvre dans le contexte de leurs plans stratégiques et 21 % ont dit avoir discuté de ces questions dans la salle du conseil. Un répondant a fait remarquer que « le conseil a longuement discuté de cette question, mais il n'y a pas de solutions, seulement des mesures d'atténuation. » Un autre répondant au sondage a indiqué qu'ils « entreprenaient d'importants changements technologiques et qu'il était impératif de tenir compte de la façon dont les gens travailleront dans l'avenir pour déterminer les technologies, l'architecture et les solutions d'application. »

Nous avons également posé des questions précises aux administrateurs au sujet du recyclage de leur main-d'œuvre de leur organisation. Plus des deux tiers (69 %) ont indiqué qu'ils avaient discuté du recyclage de la main-d'œuvre et qu'ils étaient persuadés que leur main-d'œuvre possédait le bon ensemble de compétences.

Q: Votre équipe de gestion a-t-elle engagé le conseil d'administration dans la reformation, la requalification ou l'amélioration des compétences de son personnel?

Nous avons discuté de ce point et le conseil est pleinement sensibilisé

36 %

Nous avons discuté de ce point et nous croyons que notre main-d'œuvre possède le bon ensemble de compétences

32 %

Nous n'avons pas discuté de ce point, mais il sera à l'ordre du jour d'une réunion à venir

14 %

Nous n'en avons pas encore discuté

14 %

Je ne sais pas/ne suis pas certain(e)

3 %

Discuté, net : 69 %

Pas discuté, net : 28 %

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET OBJET SOCIAL DE L'ENTREPRISE

L'ONU a établi 17 objectifs de développement durable (ODD) qui appellent les États membres à agir pour mettre fin à la pauvreté, améliorer la santé et l'éducation, réduire les inégalités, lutter contre le changement climatique et créer des possibilités économiques et de croissance. Les objectifs ont été fixés pour 2030 et les entreprises ont été invitées à s'associer à l'ONU pour trouver des solutions aux défis soulevés par les ODD. Nous avons demandé aux administrateurs s'ils avaient intégré les ODD dans leurs stratégies organisationnelles ou s'ils avaient discuté des ODD dans le cadre de leurs discussions stratégiques. Près du tiers (31 %) des administrateurs qui ont répondu ont indiqué qu'ils avaient intégré des objectifs de développement durable dans la stratégie de leur organisation et 35 % ont indiqué qu'ils en avaient discuté. Bien qu'un plus grand nombre d'administrateurs d'organismes à but non lucratif (34 %) aient indiqué qu'ils avaient intégré les ODD à leur stratégie organisationnelle, 27 % des administrateurs d'organisations à but lucratif ont indiqué que leur entreprise l'avait également fait.

Q: L'ONU, entre autres, a défini des objectifs de développement durable sur des questions telles que la pauvreté, la santé, le bien-être et l'égalité des sexes. En ce qui concerne votre conseil d'administration :

Il a intégré des objectifs de développement durable dans notre stratégie organisationnelle

31 %

Il a discuté des objectifs de développement durable, sans les intégrer dans notre stratégie

35 %

Il n'a pas discuté ou n'est pas au courant des objectifs de développement durable

28 %

Je ne sais pas/ne suis pas certain(e)

6 %

Nous voulions également savoir si les administrateurs d'organisations à but lucratif avaient ou non défini un objet social de l'entreprise au-delà du seul rendement financier. Quarante-cinq pour cent des répondants ont indiqué qu'ils avaient un énoncé d'objet social et 27 % d'entre eux ont envisagé d'en créer un.

Q: Votre conseil d'administration a-t-il défini un objet social au-delà du rendement financier?

Oui, nous avons préparé un énoncé d'objet social

45 %

Nous avons discuté de l'objet social, mais nous n'avons pas préparé d'énoncé

27 %

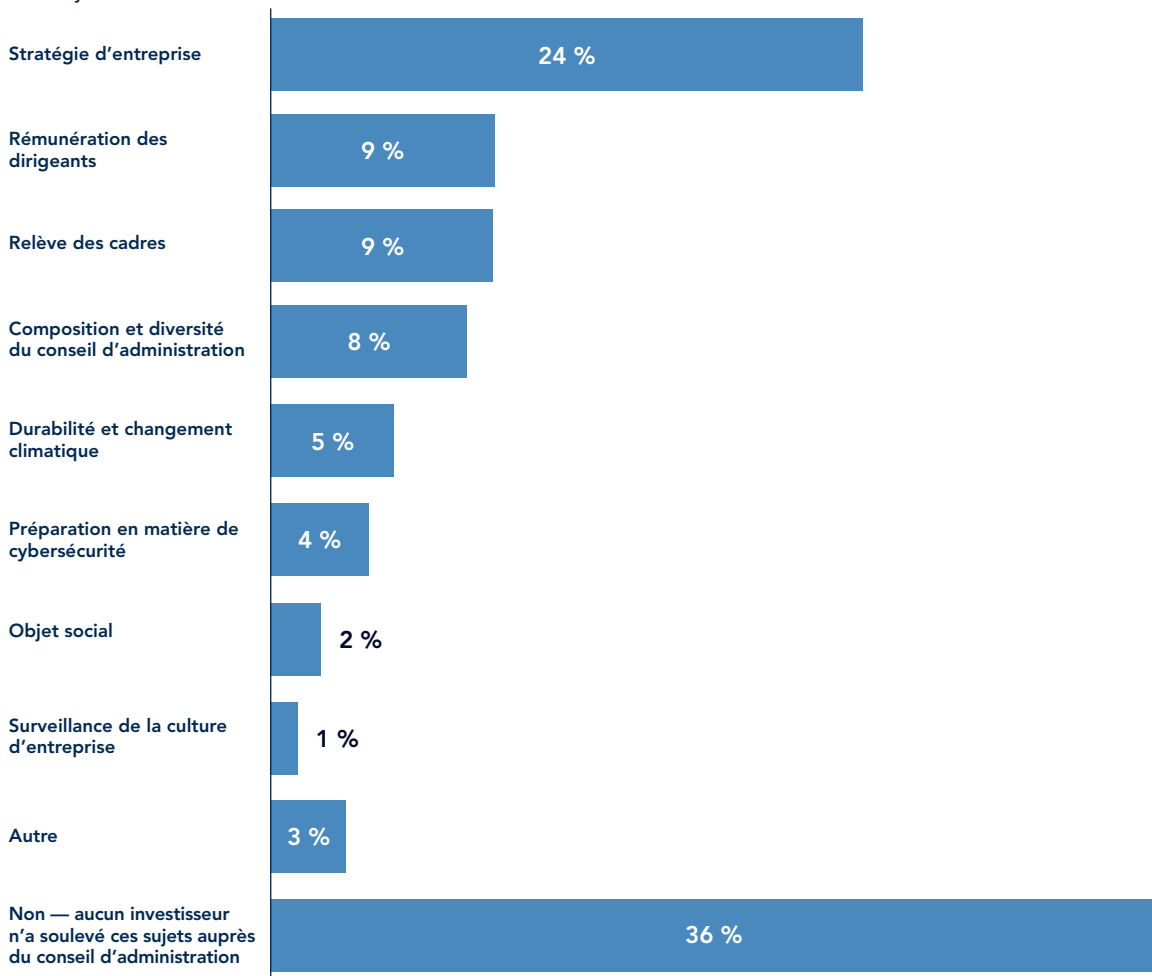
Nous n'en avons pas encore discuté

27 %

DISCUSSIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AVEC LES INVESTISSEURS

On a l'impression que les investisseurs s'intéressent plus activement à la gouvernance des entreprises que ce n'était peut-être le cas dans le passé. Nous avons demandé aux administrateurs d'organisations à but lucratif si les investisseurs demandent de l'information aux conseils d'administration des organisations et, le cas échéant, quelles sont les questions qui les intéressent. La stratégie d'entreprise était le sujet qui intéressait le plus les investisseurs : 24 % des répondants au sondage ont dit que c'était la question la plus fréquemment posée. La rémunération des cadres supérieurs et le plan de relève étaient également des sujets d'intérêt pour les investisseurs, bien que seulement 9 % des personnes interrogées aient indiqué qu'elles avaient été interrogées sur ces sujets par les investisseurs. Très peu de répondants à notre sondage ont indiqué que des questions sur la durabilité et les changements climatiques (5 %) ou sur la composition et la diversité du conseil (8 %) avaient été posées par des investisseurs. Plus du tiers (36 %) des administrateurs interrogés ont indiqué que les investisseurs n'avaient abordé aucun sujet de discussion avec le conseil.

Q: Au cours de la dernière année, des investisseurs ont-ils cherché à discuter avec votre conseil de l'un ou l'autre des sujets suivants?



CONCLUSION

Les administrateurs canadiens demeurent pessimistes au sujet des économies canadienne, américaine et mondiale. Près de la moitié des répondants croient que l'économie canadienne se détériorera au cours des deux à cinq prochaines années. Encore plus de gens croient que l'économie américaine et l'économie mondiale vont se détériorer. Toutefois, un certain optimisme a été exprimé dans ce sondage, car une majorité d'administrateurs croient maintenant que le Canada est dans la bonne voie. Le résultat le plus frappant que nous avons relevé est peut-être le très petit nombre d'administrateurs qui croient que le Canada a bien défini et utilise adéquatement ses avantages concurrentiels. Ce pessimisme peut contraster avec le fort soutien exprimé à l'égard des compétences et des connaissances de la main-d'œuvre canadienne et de sa capacité à soutenir la concurrence mondiale et à créer de nouvelles entreprises et de nouvelles possibilités économiques dans l'avenir. Le sondage indique également qu'un nombre important de conseils d'administration s'intéressent à des questions nouvelles et stimulantes comme l'avenir du travail et les objectifs de développement durable.



Institute of Corporate Directors
Institut des administrateurs de sociétés

Tél. : 416.593.7741 | Tél. (sans frais) : 1.877.593.7741

ias.ca



Groupe national officiel LinkedIn



@ICDCanada